

**Diplomatie numérique -
Gouvernance de l'Internet et
cybersécurité - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale**
(Paris, 14 novembre 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Merci de cette question extrêmement importante pour notre sécurité collective. Il faut que des normes soient créées. Il faut établir une régulation pour permettre la stabilité, la confiance et la sécurité dans le cyberspace. C'est le sujet qui a été évoqué au cours de ce que l'on a appelé la semaine numérique de Paris, et en particulier lors du Forum sur la gouvernance de l'Internet (IGF), mais aussi lors du Forum sur la paix à La Villette, avec les chefs d'Etat et de gouvernement, les entreprises et les partenaires des ONG.

Il faut établir ces normes. C'est pour cette raison que le président de la République a lancé ce qu'on pourrait appeler l'appel à la paix digitale, permettant, à partir de neuf grands principes, de faire entrer le droit humanitaire et le droit international dans le droit du cyberspace, afin d'éviter que ne se produisent dans le cyberspace des règlements de compte, que des acteurs privés ne se donnent l'autorité d'aller y combattre, et pour faire en sorte que la cybersécurité soit maintenue.

Il y a là, depuis lundi dernier, une cinquantaine d'Etats signataires, et plus de 300 partenaires, entreprises, régulateurs, acteurs privés, engagés pour créer le mouvement autour de l'appel de Paris pour la paix digitale sur la base des neuf principes que nous avons évoqués.

Pourquoi cette initiative ? Parce qu'effectivement, au niveau des Nations unies, le processus est bloqué et la régulation est en panne, d'abord par le refus de certains grands pays, comme la Chine et la Russie, et aussi par l'absence d'initiative auquel cet appel de Paris pourra répondre. Dans le cadre du G20, dans le cadre du G7 en particulier, nous allons mobiliser l'ensemble des acteurs pour faire aboutir des normes de confiance et permettre au cyberspace d'être d'abord un espace de liberté./.